

ENTRETIEN

# Anthony BELLANGER

Fédération internationale des journalistes

## PRÉSENTATION

Anthony Bellanger est secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes. Établie en 1926, la FIJ regroupe aujourd'hui près de 190 syndicats et associations de 150 pays. Sa création fait suite au mouvement de création et d'internationalisation du mouvement syndical et associatif. Dès les années 1890, de nombreux regroupements de journalistes ou d'éditeurs organisent des congrès pour échanger sur les pratiques professionnelles et partager les expériences de défense du journalisme. A leur suite, la FIJ va tenter de fédérer les initiatives et de promouvoir « l'action collective pour défendre les droits de l'homme, la démocratie et le pluralisme des médias ». Elle soutient les organisations de journalistes locales ou nationales pour faire valoir leurs droits syndicaux et professionnels, et contribue à la prévention des risques, à la sécurité des journalistes et à la dénonciation des violences. Anthony Bellanger a été journaliste de la presse régionale et dirigeant syndical en France.

**Le nombre de journalistes victimes de leur activité professionnelle est toujours très élevé dans le monde. Depuis trente ans, il a varié entre 37 et 150 morts par an (voir encadré page suivante). Mais le risque est-il toujours le même ?**

Le risque a évolué, il y a moins d'attaques dans certains pays comme la Syrie et l'Irak, même si on en déplore toujours. Les journalistes sont un peu plus prudents, ils ont appris à se mouvoir sur un terrain de guerre, à s'équiper, à ne pas se précipiter pour couvrir un attentat à la bombe, à se protéger des éventuelles répliques comme on a pu le constater à Kaboul, en Afghanistan. Une première explosion avait attiré des dizaines de journalistes et une seconde déflagration a eu lieu alors, une personne s'était mêlée à eux et a déclenché sa bombe, un double carnage, dix journalistes ont été tués. Depuis une dizaine d'années, la Fédération internationale des journalistes organise des formations à travers le monde, pour apprendre aux professionnels à se protéger. Au Moyen-Orient et en Amérique latine, nous menons une action discrète qui consiste à for-

mer des journalistes qui deviendront formateurs à leur tour. Discrète car il ne faut pas les mettre en danger eux-mêmes. Ils apprennent à leurs collègues qu'il faut se protéger, qu'un papier ou un reportage télé ne mérite pas de perdre de la vie. Il faut savoir ne pas montrer son matériel, ne pas montrer qu'on est soi-même une potentielle cible. Cet effort de formation coûte très cher et la FIJ ne pourrait pas le financer sans l'appui de l'Unesco et d'organisations syndicales nationales, des pays, nordiques notamment.

**Ce ne sont pas seulement des journalistes qui sont ciblés, mais le journalisme ?**

Tout à fait. La raison principale des agressions, qui ont aussi lieu en Europe comme récemment en Slovaquie et à Malte, c'est le fait d'être journaliste et de publier des enquêtes qui mettent au jour la corruption et des malversations. Mais au Moyen-Orient ou en Asie-Pacifique, on a eu beaucoup d'attaques ciblées sur les médias eux-mêmes, sur les bâtiments. Des bombes sont posées à l'entrée d'une télé, cela fait un

**Pour citer cet article, to quote this article, para citar este artigo :**

Anthony Bellanger, « Entretien », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 10, n°1 - 2021, 15 juin - june 15 - 15 de junho.  
URL : <http://www.surlejournalisme.com/rev>

carnage. Des bombes dans une voiture, dans une camionnette qui transporte des journalistes. Ce sont des attaques ciblées, pas forcément parce qu'ils ont publié tel ou tel papier. Juste pour mettre un grain de sable dans les rouages et pour dire "maintenant vous arrêtez de faire votre boulot, vous voyez ce qui va arriver aux autres si vous continuez".

### **Le risque d'utiliser des réseaux numériques est-il abordé au cours des formations que vous contribuez à organiser avec les organisations locales ?**

Protection numérique, protection des sources, etc. On s'adapte au pays, à la demande de nos collègues évidemment. Dans un pays qui est extrêmement touché par des décès, il est clair qu'on n'intervient pas de la même façon que dans un pays où il y a surtout des prisonniers. En Turquie par exemple, qui est la plus grosse prison du monde pour les journalistes, les journalistes sont identifiés, et ils savent pourquoi. Ils savent qu'ils prennent le risque, à partir du moment où ils disent qu'ils sont membres d'une organisation professionnelle, qu'ils ont une carte de presse, la carte de presse internationale de la FIJ, qu'ils sont potentiellement en danger. Ils apprennent à se protéger avec des VPN [réseau privé virtuel] pour ne pas être repérés et se connecter sur des sites de journalisme d'investigation. Nous faisons appel à des spécialistes de la surveillance, nous avons aussi un groupe interne d'experts.

### **La FIJ apporte-elle un soutien juridique ?**

Les syndicats membres assurent cet aspect, et ils font notamment appel au Fonds de sécurité qui sert notamment à la protection juridique. Ce fonds couvre principalement les urgences médicales et les obsèques des collègues assassinés. On appuie sur le plan juridique, mais on ne forme pas car nous ne sommes pas en mesure de former au droit de chaque pays, au droit belge qui est différent du droit français lequel est différent du droit sénégalais. La FIJ intervient pour payer une partie des honoraires des avocats qui, dans leur pays, connaissent la législation sur la liberté d'expression, le droit du travail, les agressions, etc. Les journalistes ne sont pas des juristes, et nous ne pouvons pas intervenir en formation à ce niveau. On appuie un journaliste quand lui-même est attaqué ou concerné.

### **La violence contre les journalistes n'est-elle pas en train d'évoluer ? Constatez-vous moins de violence physique directe, et plus d'agressions insidieuses, le développement d'un discours de haine à l'égard des journalistes qui aurait des conséquences plus silencieuses, de *burn out* ou de suicide ?**

Le harcèlement en ligne, à un moment, cela devient une menace physique. Cela agit graduellement, cela commence effectivement en ligne, mais dans certains

cas cela vire à la violence physique et à l'assassinat. Cela s'est produit notamment en Inde, contre des femmes. Les réseaux socionumériques sont des supports supplémentaires pour le journaliste. Mais ce sont aussi des moyens pour le harceleur. Nous documentons ces pratiques, notamment sur une plateforme du Conseil de l'Europe (<https://www.coe.int/fr/web/media-freedom>) dédiée à recenser les agressions de journalistes et les entraves aux médias. En ce cas, on fait un article, on fait une alerte sur la plateforme, le pays ou le média en cause se voit interrogé par la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, et ce type d'action est assez efficace. Mais cette pratique de harcèlement est terrible, notamment pour les femmes. Beaucoup décident tout simplement de quitter les réseaux sociaux, pour avoir la paix, parce qu'on est à la limite du supportable, c'est de l'agression. Je le vois à titre personnel, ça m'arrive très souvent, quand ça vient, ça vient vite. Dans certains pays, les harceleurs sont bien organisés, l'Iran, Israël, la Chine. Par exemple, sur la question d'Hong Kong, l'année dernière, je pouvais recevoir deux à trois cents mails par minute...

### **Faites-vous un lien entre les régimes populistes de droite ou autoritaires de droite et les violences contre les journalistes ?**

Donald Trump, Jair Bolsonaro, ce sont des petits prédateurs, ils sont assez misérables tellement leur ficelle est grossière, mais elle fonctionne, et le pire est là. Au Brésil, le nombre d'attaques contre les journalistes ces dernières années est hallucinant (voir l'entretien de Maria José Braga, dans ce dossier). Certains de nos collègues ont été attaqués directement par le pouvoir, licenciés par leur média au motif qu'ils sont engagés dans le mouvement syndical. Je parle de prédateurs, car pour ces gens-là tout est possible et leur comportement a de très graves conséquences : tout le monde peut dire n'importe quoi sur n'importe qui à partir du moment où le président de la première puissance mondiale se permet d'insulter les journalistes, se permet même d'insulter les autres dirigeants nationaux. Chacun peut se dire "pourquoi pas moi, pourquoi pas nous ?" Que peut-on reprocher à un pays qui ne respecte pas les journalistes dès lors que le président américain insulte les journalistes ? On finit par entendre qu'il y a du vrai dans ce qu'il dit...

### **Ces violences politiques ou plus largement publiques passent-elles aussi par la décrédibilisation de l'image des journalistes ?**

L'image du journaliste se dégrade d'année en année, et évidemment les populistes surfent sur cette vague-là. Il est très facile pour eux d'utiliser les réseaux sociaux. Comme ils fonctionnent par cercle, quand un électeur est dans le cercle de Trump, celui de Bolsonaro ou d'un autre populiste comme Erdogan en Tur-

## Depuis 1990, 2658 journalistes ont été assassinés

« Le bilan dressé par la FIJ est celui de tous les journalistes, notamment des freelances et du personnel d'accompagnement comme les chauffeurs, les "fixeurs" et les traducteurs morts alors qu'ils recueillaient des informations. (...)

Plus de 50 % de ces journalistes tués l'ont été dans les dix pays dont le taux de dangerosité est le plus élevé. Elles regroupent des pays qui ont essuyé des violences de guerre, de la criminalité et de la corruption, voire un effondrement catastrophique de l'ordre public. L'Irak (339 tués) arrive en tête, suivi du Mexique (175), des Philippines (159), du Pakistan (138), de l'Inde (116), de la Fédération de Russie (110), de l'Algérie (106), de la Syrie (96), de la Somalie (93) et de l'Afghanistan (93). (...) Le lien entre les conflits meurtriers et la recrudescence des assassinats de journalistes a été également constaté lors de la guerre civile en Algérie, qui a débuté en 1993 et s'est terminée en 1996 - la majeure partie des 106 journalistes tués sont morts en l'espace de trois ans. (...)

Il n'existe pas d'explication unique des raisons pour lesquelles les journalistes sont pris pour cibles, mais l'une des principales causes a toujours été les guerres et les conflits armés. (...)

Le non-dit dans ces chiffres est le risque encouru par les journalistes locaux, car la plupart des personnes assassinées sont des reporters locaux dont les noms ne résonnent pas dans les médias. Ils sont différents des correspondants de guerre en ligne de front, qui risquent sciemment leur vie, sont parfois confondus avec des combattants. En fait, près de 75 % des journalistes tués dans le monde n'ont pas marché sur une mine terrestre, n'ont pas été abattus lors de tirs croisés, n'ont pas été victimes d'un attentat suicide.

Ils ont carrément été assassinés par un tireur s'échappant à l'arrière d'une moto, abattus ou poignardés près de leur domicile ou de leur bureau, ou retrouvés morts après avoir été enlevés et torturés, par exemple. Ces meurtres rayonnent négativement bien au-delà des incidents eux-mêmes. Ils sont autant de signaux avertissant bon nombre d'autres personnes qu'elles et leurs familles pourraient être les prochaines cibles. La peur ainsi engendrée est difficile à mesurer et, presque partout, l'autocensure s'est inscrite dans la routine. Même dans les zones de guerre, la plupart des journalistes sont assassinés en reprèsailles contre leur plume, n'étant donc pas victimes des dangers de reportages de guerre. (...)

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a publié [le 31 mars 2021] une liste d'au moins 235 journalistes qui sont actuellement en détention dans 34 pays du monde. Tous ont été inculpés dans le cadre d'affaires en lien avec leur travail. (...) L'Europe est la région qui compte le plus grand nombre de journalistes en prison. On y dénombre 91 professionnels des médias en détention, dont la majorité en Turquie et Biélorussie. L'Afrique suit avec 62 journalistes emprisonnés. L'Égypte occupe le premier rang dans la région. La liste de l'Asie-Pacifique, dominée par la Chine, arrive en troisième position avec 47 professionnels des médias en détention. Le Moyen-Orient et le monde arabe, qui compte 33 pays, occupe la quatrième place. L'Arabie saoudite y est en tête. Le continent américain vient en cinquième position avec quelques cas à Cuba et au Venezuela. »

Extraits du « Livre blanc du journalisme mondial » publié le 31 mars 2021. [https://www.ifj.org/fileadmin/user\\_upload/FIJ\\_livre\\_blanc\\_part\\_1.pdf](https://www.ifj.org/fileadmin/user_upload/FIJ_livre_blanc_part_1.pdf)

quie, il reçoit toujours le même discours qui tourne en boucle. Il n'a plus moyen, avec les réseaux sociaux, d'avoir du discours contradictoire et c'est ça le danger pour demain, et la grande question : comment va-t-on défendre le pluralisme alors qu'aujourd'hui les citoyens ont accès à quasiment tout à travers des choix qu'ils font eux-mêmes ? Les réseaux favorisent la circulation du discours de haine que certains politiques – ceux que j'appelle les prédateurs – déploient à l'égard des médias et du journaliste, et sans contestation ni filtre. Quand j'étais encore en rédaction dans la presse régionale, jusqu'en 2014, on recevait le communiqué de presse d'un élu. Si on le jugeait diffamatoire, injurieux, etc., on le mettait à la poubelle tout simplement. Aujourd'hui, le communiqué, en tout cas les quelques lignes, vont passer sans filtre et vont être lues par des dizaines, des centaines et parfois des milliers de personnes dans un cercle déjà acquis à son propos. Il n'y a même plus de débat, il n'est plus possible de croiser les sources, et le journaliste est tout bonnement court-circuité.

**Parfois les journalistes doivent se défendre d'attaques judiciaires qui sont dirigées vers eux.**

Ce sont les procédures-bâillon dans la mesure où elles empêchent les journalistes de faire leur boulot, on les bâillonne financièrement par des procédures qui leur prennent beaucoup de temps. S'ils sont pigistes, ils ne bossent pas pendant qu'ils cherchent à se défendre. En France, la méthode consiste à attaquer les journalistes devant une juridiction correctionnelle, ce qui les oblige à payer de lourds honoraires à des avocats, et à perdre beaucoup de temps pour se défendre d'attaques qui les mettent en cause eux-mêmes, et non leurs écrits. Cette méthode a commencé en France vers 2012.

**Et les journalistes doivent consacrer de l'énergie à rétablir la vérité...**

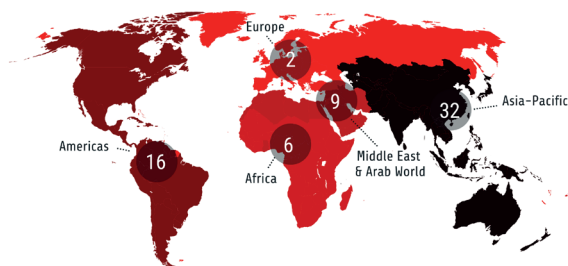
C'est terrible. Les journalistes mettent un temps de plus en plus long à décrypter les mensonges et à rétablir la vérité. Demain, on passera autant de temps à démentir une fausse information qu'à informer. Nos collègues américains nous disaient qu'avec Trump, ils passaient de plus en plus de temps à détailler tout ce que le président avait dit et pourquoi, à distinguer le vrai du faux. Et on peut se demander où est la limite

du journalisme dans ce cas. C'est une vraie question pour les jeunes en formation, ils me demandent souvent : "Qu'est-ce que mon boulot sera demain ?" Ils ont raison de s'interroger. Est-ce que je vais passer mon temps à aller sur Internet pour vérifier ou aller analyser une vidéo pour savoir si c'est vraiment le bon document en rapport avec le sujet, ou si c'est un montage qui a été détourné et qui date de dix ans ? Est-ce

que j'ai vraiment envie de faire ce boulot-là demain ? Est-ce que j'aurai encore l'occasion d'aller sur le terrain et de faire tout simplement mon job, d'aller gratter, d'aller rencontrer mes sources ?

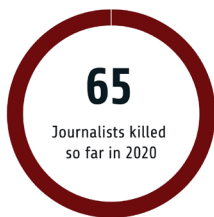
Propos recueillis par Florence Le Cam, Fábio Henrique Pereira & Denis Ruellan

### Journalists killed in 2020 by region

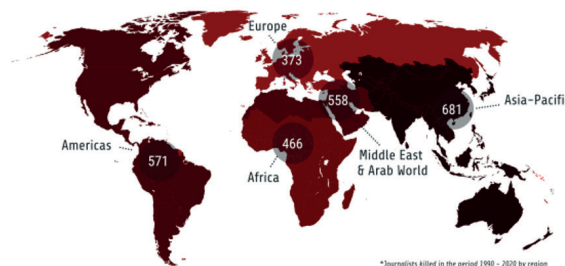


Most Dangerous Countries for journalists in the World in 2020

Mexico	14
Afghanistan	10
Pakistan	9
India	8
Philippines	4
Syria	4

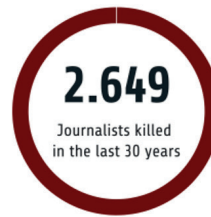


### Journalists killed in the period 1990 - 2020



Most Dangerous Countries for Practice of Journalism in the World\*

Iraq	339
Mexico	175
Philippines	159
Pakistan	138
India	116



### POUR EN SAVOIR PLUS...

UNESCO, UNESCO observatory of killed journalists.  
<https://en.unesco.org/themes/safety-journalists/observatory>

UNESCO, UNESCO's Global Survey on Online Violence against Women Journalists, 2020.  
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375136>

CPJ, « Murders of journalists more than double worldwide », December 22, 2020.  
<https://cpj.org/reports/2020/12/murders-journalists-more-than-doubled-killed/>

CPJ, « Record number of journalists jailed worldwide », December 15, 2020.  
<https://cpj.org/reports/2020/12/record-number-journalists-jailed-imprisoned/>

CPJ, « Covering police violence protests in the US », June 30, 2020.  
<https://cpj.org/reports/2020/06/covering-police-violence-protests-in-the-us/>

CPJ, « The Trump Administration and the Media », April 16, 2020.

<https://cpj.org/reports/2020/04/trump-media-attacks-credibility-leaks/>

RSF, « Classement mondial de la liberté de la presse 2021 », 20 avril 2021.

<https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2021-le-journalisme-est-un-vaccin-contre-la>  
 RSF, « Bilan 2020 des journalistes détenus, otages et disparus dans le monde », 14 décembre 2020.

[https://rsf.org/sites/default/files/bilan\\_2020\\_rsf.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/bilan_2020_rsf.pdf)  
 Article 19, « Ending impunity: Guide to acting on UN standards on the safety of journalists », November 02, 2019.

<https://www.article19.org/resources/ending-impunity-guide-to-acting-on-un-standards-on-safety-of-journalists/>  
 Article 19, « Online abuse and harassment against women journalists ».

<https://www.article19.org/onlineharassment/>

International Press Institute, Monitoring online harassment of journalists. Building measures.

<https://ipi.media/programmes/ontheine/>